

Le management environnemental Intervention prononcée à Valenciennes par Jean Dumortier, 19/02/2003

Mon intervention se situe dans le prolongement de celle que Joël Gabor et moi-même avions prononcée à la session d'études et de débats de Satillieu. Je dirais, en première approche, que le management environnemental est un volet de la politique de développement durable des entreprises, liée à leur politique générale de gestion.

Le management environnemental dans l'entreprise

Les notes du Gaspe

œuvre des démarches
sont menées dans
notons-le, se sont engagées depuis une
dizaine d'années sur le terrain du management
environnemental. Je retiens quelques éléments
pour expliquer cette démarche nouvelle. La
législation sur l'environnement est relativement
récente.

entreprise qui pollue peut très bien se retrouver
avec une exposition des riverains ou tout
simplement en situation de catastrophe. Aussi, son
existence - même si elle est implantée -
est remise en cause.

Le management environnemental

Le management environnemental dans l'administration

L'administration, elle n'est pas en reste :
les relations entre le management du secteur privé
et celui du secteur public sont étroites : les
méthodes du privé ont été, en effet, introduites dans
le secteur public. L'administration de l'Équipement
a, elle aussi, des enjeux environnementaux : nous
sommes concernés par exemple par les transports.

Examinons le concept de management.
Management et environnement : a priori cela ne va
pas ensemble. Sauf que lorsqu'une entreprise se
pose une question relative à l'environnement, elle
répond par une politique de management : c'est ce
qu'elle sait faire, c'est la façon qu'elle a de
s'organiser pour répondre à un certain nombre

Sommaire du n° 4

p.3 ⇔ ⇔ Avant propos

p.5 ⇔ ⇔ Le management environnemental
(article de Jean Dumont-Roty)

p.10 ⇔ ⇔ Annexe 1

p.11 ⇔ ⇔ Annexe 2

Avant-propos

A l'Equipe, le management s'est intégré à la culture des agents du ministère. Ou plus exactement le mot. En effet, si les stages se sont multipliés -notamment le stage de management supérieur- destiné aux directeurs et chefs de service, il n'est pas certain que dans l'usage courant le mot recouvre pour chacun la même réalité. Dans un récent ouvrage, un sociologue(1) fait le même constat. Il écrit : le management est une notion globalisante et floue. Chez les Anglo-saxons, management et managers désignent notamment la direction centrale de l'entreprise, le haut encadrement. En France, le management revêt aussi cette acception, mais se rapporte aussi à un ensemble de pratiques de gestion de l'organisation, qu'il s'agisse du secteur privé ou du secteur public.

Jean-Pierre Le Goff, dans la postface de son ouvrage, procède aux constats suivants : dans les années 70, le gouvernement et les entreprises ont tiré la leçon de la crise du taylorisme. De nouvelles formes d'organisation du travail et de direction des organisations se mettent en place : il s'agit d'enrichir le travail et de prendre en compte les aspirations des salariés à l'autonomie et à la participation. Au ministère de l'Equipe, nous avons, dès le début des années 70, connu l'introduction du management, avec par exemple la Direction Participative par Objectifs.

Jean Pierre Le Goff estime également que le ralentissement de la croissance et la crise portent un nouveau coup au modèle taylorien : celui-ci, lié à une production de masse n'est plus adapté aux aléas du marché et aux exigences de diversité et de qualité des nouvelles générations de consommateurs. Pour sa part, l'Equipe, dans le cadre de l'impécuniosité de l'Etat, n'échappe pas à la crise qui se traduit par la réduction des effectifs, et la stagnation des moyens financiers.

Dans les années 90, de nouvelles méthodes d'organisation du travail et du management sont mises en œuvre. Le terme de modernisation apparaît : il fait référence, selon J.P. Le Goff, à une entreprise valorisée socialement et niée comme lieu d'exploitation. L'Equipe, comme les autres administrations, a fait sien le concept de modernisation. Dans le cadre de cette politique de modernisation, l'Equipe, comme l'entreprise, engage la gestion par les compétences.

Le présent document illustre, avec la contribution de Jean Dumont-Roty, une phase nouvelle du management : le management environnemental. Il nous paraît indispensable, au moment même où des réformes importantes sont engagées -deuxième phase de la décentralisation, nouvelle loi de finances (LOFT)-, de continuer à explorer les différentes pistes de l'évolution dans l'organisation du travail et de ses rapports à la société. L'avenir du service public ne dépend pas seulement de transferts structurels, de la GEPC ou de nouvelles procédures comptables, mais aussi de la pertinence et de la forme de son intervention. Il convient d'examiner -dans le cadre de la loi- les garanties citoyennes que les services de l'Etat -et le nôtre en particulier- peuvent et doivent apporter aux usagers et aux citoyens.

Il s'agit d'intégrer au système de gestion de l'organisation -privée ou publique- les exigences des préoccupations environnementales, préoccupations devenues un enjeu de société. L'article montre que sur ce domaine aussi, il existe une forte corrélation entre la politique des entreprises et celle de notre administration.

Roger Esmiol, coordonnateur du Gaspe

(1) Jean Pierre Le Goff. Les illusions du management.
Editions La découverte 9 bis Rue Abel Hovelacque 75 013 Paris
Prix 6,90 €

Le management environnemental

Intervention prononcée à Valenciennes

par Jean Dumont-Roty IDTPE 08/08/2002

Mon intervention se situe dans le prolongement de celle que Joël OUDOT et moi-même avons prononcé à la session d'études et de débats de Satillieu. Je dirais, en première approche, que le management environnemental est un volet de la politique de développement durable des entreprises, liée à leur politique générale de gestion.

Le management environnemental dans l'entreprise

L'administration de l'Equipelement met en œuvre des démarches très proches de celles qui sont menées dans les entreprises ; celles-ci, notons-le, se sont engagées depuis déjà une bonne dizaine d'années sur le terrain du management environnemental. Je retiens quelques éléments pour expliquer cette démarche nouvelle. La législation sur l'environnement est relativement récente tant en droit français qu'en droit européen. C'est à partir des années 60 et pour la France, à partir de la loi de 1976 qu'un arsenal législatif et réglementaire se constitue progressivement. En ce qui concerne les risques - naturels, industriels, sismiques, - ils étaient appréciés uniquement en tant que risques. Mais aujourd'hui, on raisonne différemment : par exemple, les installations classées aujourd'hui sont regardées par rapport à l'environnement. On parle d'installations classées pour la protection de l'environnement et non plus d'installations classées pour les risques. Il y a là toute une évolution de la législation qui fait que l'environnement devient une des préoccupations première des entreprises par rapport à leur contexte juridique.

Mais il ne s'agit pas seulement de cela. Les entreprises ont découvert que, quand elles génèrent des impacts forts, leur existence même peut être complètement remise en cause. Ainsi, une entreprise qui pollue peut très bien se retrouver avec une opposition des riverains ou tout simplement en situation de catastrophe. Aussi, son existence -même à l'endroit où elle est implantée - est remise en cause (ex d'AZF). On a là une approche qui relève des enjeux du développement durable, qui a été intégrée par les directions d'entreprise.

Elles ont pris conscience que l'avenir même -donc leur durabilité- (généralement quand les entreprises elles-mêmes parlent de durabilité, il s'agit de la possibilité de préserver la capacité de faire des bénéfices, à générer des profits, donc à exister) peuvent être mis en cause du fait même de leur relation à l'environnement. A tel point que quand une entreprise est rachetée par une autre, il y a toujours un audit environnemental sur la situation des sites industriels.

Le management environnemental dans l'administration

L'administration, elle n'est pas en reste ; les relations entre le management du secteur privé et celui du secteur public sont étroites : les méthodes du privé ont été, en effet, introduites dans le secteur public. L'administration de l'Equipelement a, elle aussi, des enjeux environnementaux : nous sommes concernés par exemple par les transports, les risques, la pollution des eaux... La sécurité alimentaire est devenue comme on le sait un débat de société, qui concerne un peu moins l'Equipelement que l'Agriculture. Mais cela concerne aussi des questions qui sont liées à notre utilité sociale et qui peuvent aussi nous concerner.

Examinons le concept de **management**. Management et environnement : a priori cela ne va pas ensemble. Sauf que lorsqu'une entreprise se pose une question relative à l'environnement, elle répond par une politique de management : c'est ce qu'elle sait faire, c'est la façon qu'elle a de s'organiser pour répondre à un certain nombre d'objectifs.

Comment l'entreprise va-t-elle réagir quand elle sera confrontée à un certain nombre de problèmes environnementaux, que ce soit des rejets de pollution dans l'atmosphère ou des rejets de pollution dans l'eau, des nuisances vis-à-vis des riverains ? Elle va s'efforcer de trouver une réponse. La seule réponse que l'entreprise est capable d'apporter, si elle ne veut pas fermer son site, c'est de modifier son organisation pour être sûre de pouvoir garantir à ceux qui sont dans son entourage qu'elle fonctionne "proprement". Ceci aura des retombées directes en terme de compétences, la façon dont elle va travailler en interne aura directement des répercussions sur ce qu'elle apportera à son environnement. Les entreprises savent le faire, en terme le management environnemental, c'est quelque chose d'efficace,

J'ai eu l'occasion de participer au jury des "Echos Trophées organisé par le Parc naturel régional Loire-Anjou-Touraine". Ce trophée récompense les entreprises qui font des efforts en matière d'environnement. Une des entreprises qui a été récompensée l'année dernière, c'était une entreprise de recyclage de déchets. Tous les quinze jours, il y avait un article dans la presse dénonçant les pollutions, les fumées etc...

Et en 3 ans, cette entreprise a été capable de maîtriser complètement ses rejets. Cela veut dire qu'en 3 ans, elle est devenue capable de ne plus rejeter dans l'atmosphère et dans les rivières autour aucune pollution !

Ca marche quand on veut le faire ! Alors comment ça marche ? J'ai déjà un peu expliqué de quoi il s'agit. Le système *du management environnemental est assez proche des démarches de qualité, il en est un prolongement.*

Je vous propose de comparer le contenu des démarches de qualité, que l'on connaît maintenant assez bien dans les DDE, et celui des démarches de management environnemental.

Rappelons d'abord que le management consiste à analyser la façon dont on produit ; il s'interroge à travers la façon dont on produit pour savoir si on est capable de maîtriser cette production. L'objet du management est donc d'examiner dans une entreprise, et plus largement dans une organisation ce que l'on fait, son activité.

L'originalité des méthodes de management environnemental quand on les compare à celles de management de qualité, c'est en particulier ce qui concerne ce que l'on appelle l'amélioration continue.

Qu'est ce que ça veut dire ? quand on est dans un processus de management environnemental, on ne se fixera pas comme objectif d'avoir zéro défaut (l'objectif habituel des processus de qualité), ce qui impose d'avoir un processus parfaitement maîtrisé. Dans un processus d'aménagement environnemental, au contraire on parlera d'amélioration continue. Je vais développer cela et ensuite on essaiera de conclure ou de continuer le débat sur ce que cela donne en terme de compétences.

La démarche qualité

Engageons donc la comparaison avec les démarches de qualité que j'ai essayé de simplifier sur un transparent (Voir document n° 1). Je vais l'introduire ici dans un procès de travail qui prend des produits que l'on appellera **entrée**. Ces produits seront fournis à l'entreprise de diverses façons : qu'ils soient achetés, ou pris dans la nature. L'entreprise les transforme et on les retrouve, transformés, en **sortie** ; ce que l'entreprise vend à ses clients. Dans une démarche de qualité, on ne s'intéresse qu'à la satisfaction du client, le fameux "client roi". Ce qu'on veut c'est que le produit qui est vendu au client comporte "zéro défaut". Dans ce type de procès de production, on n'analyse pas les conditions internes concernant la marchandise que l'on produit : on ne va pas regarder la quantité d'énergie que l'on consomme, sauf sous les aspects financiers bien évidemment. L'objectif final c'est d'avoir un produit qui satisfasse le client. On ne va pas regarder non plus ce qu'on rejette comme déchets et on ne va pas s'intéresser au problème de pollution de l'environnement.

La démarche de management environnemental

Dans une démarche de management environnemental, on va avoir un schéma plus complexe. Il faut prendre en compte les différents acteurs concernés par l'impact environnemental de l'activité de l'entreprise. Si on veut maîtriser cet impact environnemental, on ne peut pas se contenter de regarder uniquement ce que l'on produit et que l'on va vendre au client. Il faut par exemple se préoccuper des déchets, la provenance des produits que l'on a transformés, examiner les matières premières que l'on a utilisées, quels sont les matériels qui sont utilisés, comment la main d'œuvre et les partenaires sociaux interviennent.

Cela suppose la mise en œuvre de compétences particulières, de savoirs, de savoir-faire et aussi de savoir-être. Dans un processus de management environnemental, on ne s'intéresse pas qu'au seul client comme bénéficiaire unique de l'activité de l'entreprise ; on aura des utilisateurs, ceux à qui on va revendre les produits et aussi des riverains et des représentants de l'environnement naturel et social.

On a aussi des intervenants souvent très actifs : les *parties intéressées*. Qu'entend-on par là ? Il s'agit des associations de l'environnement, des collectivités locales. Par leurs délibérations, elles fixent des règles réglementaires dans leur domaines de compétence ; elles interviennent aussi par leurs services techniques. Il s'agit aussi des partenaires sociaux. Ils défendent les intérêts d'acteurs du procès de travail. Mais il s'agit aussi de représentants de la société civile ; on peut avoir par exemple des ONG si l'activité de l'entreprise se développe aussi dans le Tiers Monde, par exemple le travail des enfants. On voit bien que les gens concernés ne sont pas uniquement des gens du syndicat de l'entreprise.

Entre la fabrication et le dernier stade de la distribution, où la marchandise est vendue, le circuit est souvent long : la vente s'opère avec l'utilisation de techniques de marketing, d'enquêtes d'opinion.

On s'intéressera aussi aux produits utilisés dans le procès de travail, les entrées. On va pouvoir agir sur les économies de ressources naturelles. Va-t-on utiliser des produits que l'on trouve dans la nature sans se préoccuper de la façon dont on les utilise et dans quel état on les rejette ? Prenons le cas de l'eau. Aux Indes, il y avait des entreprises qui polluaient les rivières le long desquelles elles étaient installées. Elles ont mis en œuvre une démarche de management environnemental. A la suite de quoi, elles ont mis en œuvre des systèmes de recyclage de l'eau qu'elles utilisent, éliminant ainsi les sources de pollution externe.

Le management environnemental concerne non seulement des activités industrielles, mais peut aussi concerner l'aménagement de zones industrielles. *Je connais 2 zones industrielles qui appliquent la norme ISO 14001.*

Il s'agit de prendre en compte des enjeux liés à l'implantation d'activités industrielles dans des secteurs nécessitant des protections fortes par exemple une zone industrielle que l'on va implanter à côté d'une zone de captage d'eau potable ou une zone industrielle que l'on va mettre dans un secteur où on a une ZNIEF, ou des espèces protégées, ce genre de démarche permet d'avoir une intégration des préoccupations d'environnement dans la conception même des zones d'activités.

UN EXEMPLE DE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL

PICHON-LONGUEVILLE devient la première propriété viticole de Bordeaux certifiée ISO 14 001.

Le 14 juin 2000, le château Pichon-Longueville a obtenu la certification de son système de management de l'environnement selon la norme ISO 14 000. Cette certification a été obtenue auprès de l'AFAQ (Association Française pour l'Assurance de la Qualité), organisme de certification adhérant au réseau IQNET (International Quality Network) reconnu dans le monde entier. Il devient ainsi la première propriété viticole de Bordeaux certifiée pour l'ensemble de son activité, de la culture du vignoble jusqu'à la vinification, l'élevage et le conditionnement de son vin (...).

Cette démarche environnementale s'inscrit dans les objectifs de l'Entreprise :

- ° *produire un grand vin de qualité, garantissant la satisfaction et la sécurité des consommateurs*

- ° *préserver le milieu naturel, qui constitue son patrimoine même*

- ° *assurer la sécurité de son personnel*

et se traduit par des engagements concrets

- ° *favoriser les méthodes innovantes, en poursuivant, par exemple, la protection intégrée du vignoble*

- ° *prévenir les nuisances et les pollutions en utilisant les produits les plus respectueux de l'environnement, et en limitant les rejets et déchets,*

- ° *réduire la consommation d'eau et d'énergie*

- ° *préserver et mettre en valeur le paysage viticole*

- ° *former son personnel à adopter des comportements respectueux de l'environnement et à suivre les procédures mises en place*

- ° *vérifier en permanence les performances environnementales de son site de production et à les améliorer de manière continue*

- ° *se donner chaque année de nouveaux objectifs de performance*

- ° *assurer une veille technologique et réglementaire*

L'amélioration continue

Qu'est-ce qu'on appelle l'amélioration continue dans un processus de management environnemental ? On est là très proche des méthodes de management habituelles qui consistent à fixer des objectifs, les planifier, les ordonner, à partir de ces objectifs fixer un certain nombre d'actions.

Si je prends l'exemple de ce qui a été fait dans la DDE du Maine et Loire, un des six objectifs qu'elle s'est fixée consiste à entretenir le domaine routier en respectant l'environnement. Cet objectif se décline en actions comment utiliser les produits phytosanitaires, vérifier que l'on utilise bien des produits phytosanitaires autorisés que l'on met en place des modes d'action qui limitent les quantités et développer ce savoir-faire là.

Une autre action concerne la taille des haies. Je citerai aussi le contrôle des rejets d'eaux usées dans les fossés. On a fixé un certain nombre d'actions ; ces actions sont évaluées.

Le programme d'actions, de la DDE 49, est annuel. On l'a appelé agenda 21 par similitude avec les collectivités locales et chaque année on l'évalue, on fait le point de ce qui a été fait et on a redéfini les actions à engager l'année suivante. A partir de cette évaluation des actions, on met en place ce qu'on appelle la revue pour améliorer le système. Une fois que l'on a fait quelque chose, on en tire les enseignements qui permettent d'en faire un système de travail. Je vais illustrer mon propos par un exemple pris dans la DDE de Maine et Loire qui concerne les bassins de rétention prévus dans les projets routiers, en application de la loi sur l'eau. Le seul problème c'est qu'une fois que l'on a mis la route en circulation, en service, on a oublié de former les personnels qui assurent l'entretien de la nouvelle route, de leur dire à quoi sert le bassin de rétention et comment on l'utilise voire même où est la clef qui permet d'ouvrir les vannes. A partir de cet exemple, je fais un premier constat : souvent des difficultés en matière d'environnement proviennent du fait que l'on travaille de façon trop cloisonnée. D'un côté on conçoit des projets, on les réalise, mais on oublie d'expliquer à celui qui l'utilise pourquoi on l'a construit de cette façon. Je précise les services infra, environnement...ne travaillent pas ensemble, ou, en tout cas pas assez. Comment avons nous procédé pour résoudre ce problème ? On a mis en place une procédure de remise d'ouvrage entre la subdivision ETN et la subdivision territoriale qui va exploiter la déviation en question. Dans cette procédure de remise d'ouvrage, nous avons organisé une demi-journée de formation des agents d'exploitation sur la conception du bassin de rétention, l'emplacement des vannes, l'endroit où on met les clefs mais surtout dans quel sens on ouvre les vannes, c'est à dire est-ce qu'on remplit le bassin au moment où arrive la pollution, qu'est-ce qu'on ferme et qu'est-ce qu'on rejette, ce sont des actes précis que l'on improvise pas. Il reste une question qui n'est pas réglée, que fait-on des pollutions une fois qu'elles sont dans le bassin ? Nous utiliserons cette procédure par la suite. C'est cela la revue, c'est un processus de travail qui permet de garantir qu'on a bien pris en compte les objectifs. On peut reboucler à chaque étape pour poursuivre et s'engager dans cette amélioration continue.

Comment mettre en œuvre un système de management environnemental obligatoire ?

Le point de départ c'est l'engagement de la direction. Cet engagement est très important ; dans le cas contraire, des effets très négatifs se développent, un point de départ essentiel, c'est l'obligation pour la direction d'affirmer son engagement dans le management environnemental et d'indiquer la façon dont elle veut qu'il soit pris en compte dans le service. La direction doit aussi s'impliquer dans le suivi de la procédure. J'établis un lien entre ce point là et les problèmes que l'on soulève concernant le mal-vivre des cadres. On dit que nos cadres disent souvent "on ne sait pas où on va". On ajoute les directeurs ne donnent pas d'orientation aux services.

La deuxième étape de mise en place c'est évidemment l'audit environnemental qui consiste à analyser ce qu'on fait dans l'entreprise. A la DDE 49, un audit environnemental a été réalisé en 1998. Cet audit a consisté à mener une trentaine d'interviews et à analyser les documents produits par la DDE. Il a été réalisé par un bureau spécialisé dans le domaine des audits environnementaux. Les conclusions de cet audit ont indiqué qu'il y avait effectivement dans la DDE de Maine et Loire une volonté des personnels de s'engager dans la prise en compte de l'environnement ; mais, en même temps les agents déclaraient ne pas savoir comment s'y prendre.

A partir de là on a défini un certain nombre de pistes de travail ; on a retenu un programme d'actions avec fixation d'objectifs prioritaires. Ce programme environnemental est accompagné d'actions de formation, de sensibilisation et de communication.

Pour ce qui concerne la sensibilisation, l'accent était mis *sur la nécessité d'explicitier pourquoi il est important de respecter l'environnement*. Nous sommes parfois confrontés à des situations qui nous paraissent aberrantes, par exemple que la présence d'un scarabée puisse empêcher la construction d'une autoroute ! Il peut donc apparaître que la préservation du scarabée est plus importante que la construction d'une autoroute. Ce sont des choses qui bouleversent complètement nos échelles de valeur, nous qui passons notre temps à construire des autoroutes !

A ANGERS, on a organisé une après-midi de débat avec 3 scientifiques qui sont venus expliquer pourquoi la préservation de la biodiversité est importante et pourquoi il ne suffit pas de classer les espèces dans les tiroirs du muséum d'histoire naturelle pour avoir la garantie que l'on connaît toutes les espèces qui existent sur terre. Il faut les préserver dans leur environnement, dans leur écosystème.

Les actions de sensibilisation et de formation doivent concerner tous les agents, quel que soit le niveau hiérarchique. C'est une orientation que j'ai réussi à faire passer à la DDE de Maine et Loire. Mais, à mon avis, ce n'est pas, et de loin le cas pour tous les services du ministère. Beaucoup de problèmes n'avancent pas parce qu'on commence par dire : quand le directeur sera sensibilisé, il pourra en parler au chef de service qui pourra en parler au chef d'unité qui dira au contrôleur ... des jours, des mois, des années vont passer. Il me semble que sur ces questions là, il est possible de court-circuiter un peu les choses et de bouleverser le comportement des personnels. La documentation, dans un système de management environnemental, est très importante ; cela n'a rien à voir avec certains bureaux de la doc de nos services où on entasse les revues depuis 15 ans. C'est une documentation écrite sur laquelle s'appuie l'entreprise pour établir ses procès de travail. Les démarches environnementales font l'objet de certification ; la norme la plus connue c'est la norme internationale ISO 14001. En ce qui concerne la qualité, elle relève de la norme ISO 9000, il est prévu aussi d'avoir des systèmes de certification concernant la sécurité 18000 ou 19000 et que tout cela relève d'un même système de management global, qualité, environnement, sécurité que l'on voit apparaître.

Il existe un autre système de certification qui s'appelle : L'ECO-AUDIT (ou EMAS) publié en 1993 par la Communauté européenne ; il est réservé aux seules entreprises industrielles. Ce système a moins de succès que la norme ISO 14001, qui est une norme internationale, qui permet aux entreprises de s'afficher, notamment à l'exportation. Je vous ferai également observer que l'environnement s'affiche de plus en plus : vous avez pu constater dans la publicité pour les TOYOTA construites à Valenciennes, on parle des petites fleurs, de la nature et à peine de voitures. Le mot environnement devient le terme de communication le plus important pour les entreprises.

Il existe d'autres systèmes d'analyse environnementale qui présentent un caractère plus scientifique. Le premier c'est l'analyse du cycle de vie, : on va s'intéresser à un produit dont on va analyser l'origine et la fin à travers les processus de transformation qu'il subit. Vous avez un autre système qui s'appelle le sac à dos écologique qui consiste à analyser l'ensemble des composantes d'un système en terme d'impact écologique.

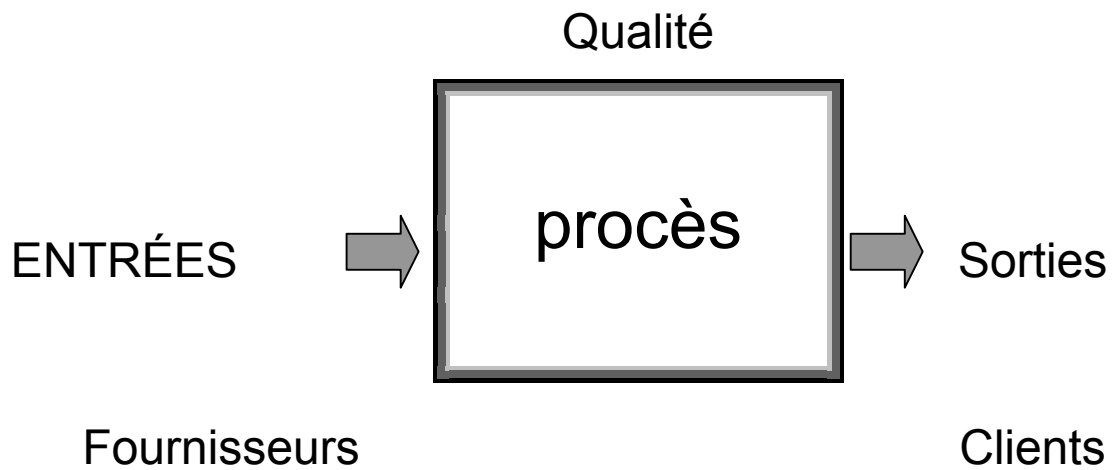
Où en est-on ?

La certification environnementale progresse rapidement, 300 entreprises certifiées en Allemagne, 1000 en Angleterre, il y en avait 317 en juin 1999 en France et c'est un projet qui démarre et qui démarre assez fort. Il faut noter que quand une grande entreprise est certifiée ISO 14000 elle l'impose aussi à tous ses sous-traitants donc cela va très vite, on a des services publics qui sont dans des démarches ou qui sont certifiés ISO 14000, c'est souvent des services qui gèrent des déchets (station d'épuration ou ordures ménagères) mais on a des services publics en tant que tel, on a des services qui sont certifiés ISO 9000 et pas ISO 14000 mais par contre, il existe des zones d'activités, en particulier dans le Nord qui est une des deux régions les plus en avance sur les questions de management environnemental (Nord et Rhône Alpes pour des raisons financières des décisions des conseils régionaux). Sur l'Équipement, il faut prendre en considération le rapport Chassande sur le développement durable. Nous disposons, de manière générale, de relativement peu de choses sur ce domaine, même si le conseil général des Ponts dit que le développement durable doit être affiché comme priorité, il y a quelques DDE qui sont engagées directement dans des démarches affichées comme étant des démarches de certification ISO 14000. Pour la DDE de Maine et Loire suite à l'audit environnemental qui posait la question de la certification, le choix a été fait de s'engager dans le management environnemental sans aller jusqu'à la certification dans la mesure où l'obtention de la certification c'est quelque chose de très, très lourd, c'est 3 ans de boulot dans une entreprise, c'est plusieurs audits par des bureaux privés, c'est très, très fort. Par contre, il y a des formations des directeurs des DDE à la Fac de Léonard de Vinci, à l'Institut de l'environnement, au collège des hautes études de l'environnement, il y a chaque année une quinzaine de DDE qui suivent 3 jours de formation, il y a aussi des formations pour les personnels de l'équipement en CIPF pour les chefs de services et directeurs, à TOULOUSE, à NANTES et à TOURS, il y a des modules () et il y a quelques stages en CIPF à ARRAS, à TOURS, NANTES pour les chefs de subdi et les cadres de premier niveau.

Il y a aussi des évolutions législatives et réglementaires. Sylvain parlait de la loi SRU, je crois qu'effectivement elle impose de nouvelles approches en terme de compétence, on y reviendra peut être cet après-midi, il y a aussi la sortie de la nouvelle réglementation thermique avec le label HQE qui sont aussi des façons d'appréhender les choses.

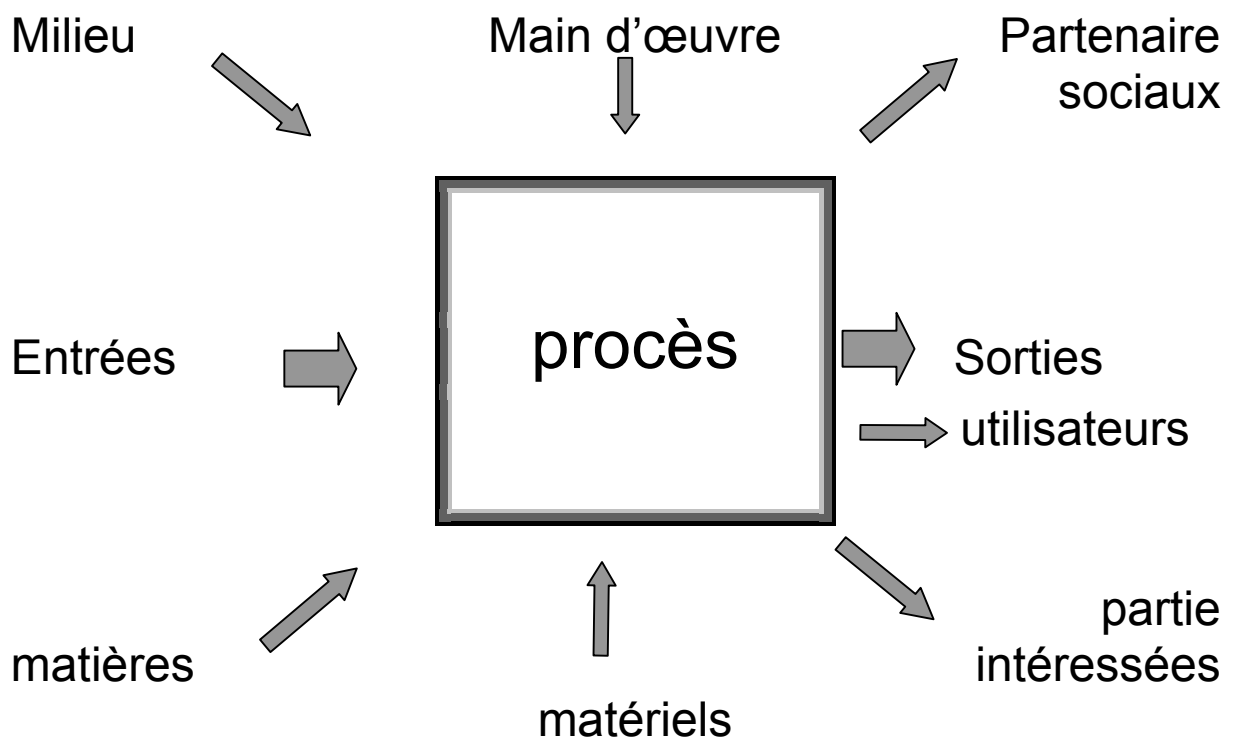
Annexe1

MANAGEMENT



Annexe2

MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL





Note du Gaspé N°4 Février 2003

Syndicat National des Personnels
Techniques Administratifs et de Service
de l'Équipement et de l'Environnement

Siège social et administratif
Ministère de l'Équipement, des Transports, du Logement,
du Tourisme et de la Mer

Plot I - 30 passage de l'Arche – 92055 PARIS - LA DÉFENSE Cedex 04

Téléphone 01.40.81.83.12./83.40 Fax.01.40.81.83.16

Internet : sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net

Intranet : Syndicat/SN PTAS CGT/AC

Dernières Infos...

Accueil

Plan du site

Agenda

Vie syndicale

G.A.S.P.E.

Le SNPTAS

Le Catégoriel

Résultats des CAP Nat.

Infos et Documents

Action Sociale

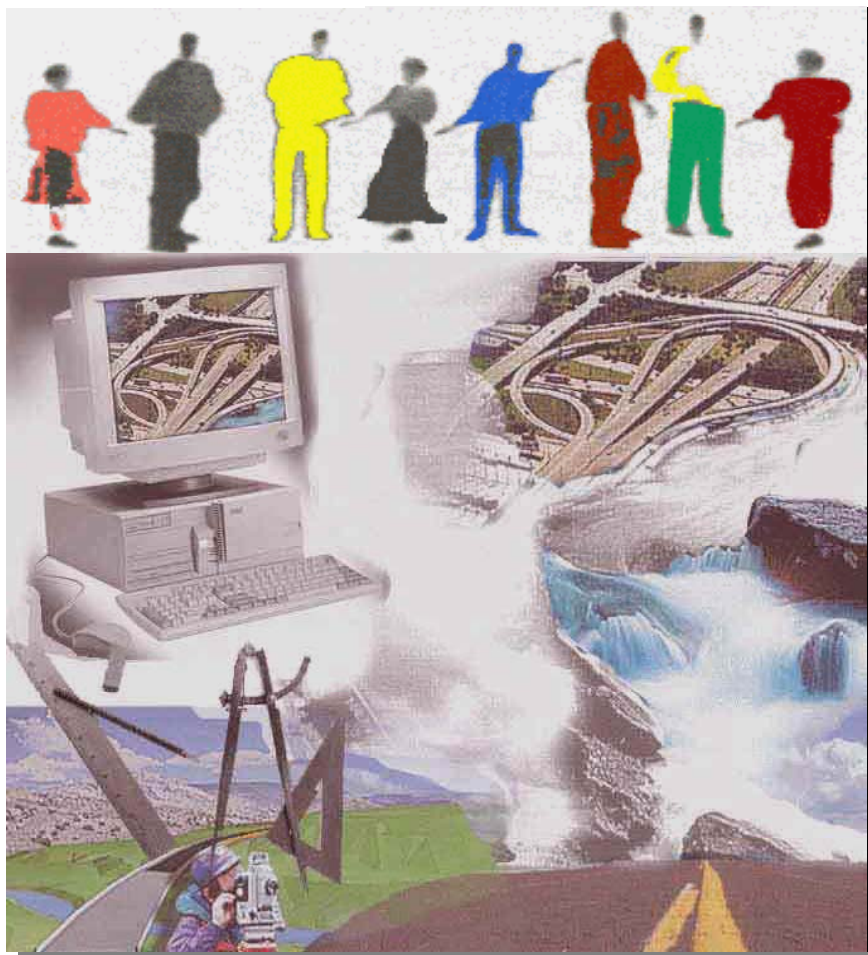
Société et Citoyenneté

Info. pratiques

Lu au J.O.

J'ai lu pour vous

Votre avis sur



Imprimé dans les locaux du Syndicat national des personnels administratifs et de service

METLTM – PLOT I – 92055 – PARIS LA DEFENSE CEDEX 04 – Tél. 01.40.81.83.12. – Fax. 01.40.81.83.16. –

Email : Internet – sn-ptas-cgt.syndicat@i-carre.net – Intranet : Cf carnet d'adresse – annuaire équipement – Syndicat/SN PTAS CGT/AC

Directeur de publication: Didier LASSAUZAY – n° CPPAP 199 D 73 – ABONNEMENT 68,60 € + N° SPECIAUX 7,62 €